Commune de Prunay
SEANCE DU 25/03/2022

L'an 2022 et le 25 Mars à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s' est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Frédéric LEPAN, Maire

Présents : M. LEPAN Frédéric, Maire, M. JUNIER Éric, Mme DARTHOIS Sylviane, Mme SAUTRET Christiane, M. BASTIEN Jean-Claude, M. MARTINELLO Jean-François, Mme MOREAUX Sabine, M. MOUCHEL Florian, M. HANRIOT Francis

Absents :

Excusés : Excusé(s) ayant donné procuration : Mme FRANSQUIN Laurence à Mme SAUTRET Christiane, Mme SARTOR Laurence à M. LEPAN Frédéric, M. BINETRUY Thierry à M. JUNIER Éric, Mme BERNIER Jocelyne à Mme MOREAUX Sabine

Excusé(s) : Mme DROUIN Flavie, M. MOREAUX Mathieu

Secrétaire : M. JUNIER Éric

DELIBERATION n° : 2022_05

Nature de la délibération : DECISIONS BUDGETAIRES

OBJET: Approbation du compte de gestion du budget communal

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2121-29 et L2121-31 relatif à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,

APRÈS s'être fait présenté le budget primitif de l'exercice 2021 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif,

APRÈS s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrits de passer dans les écritures,

STATUANT sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021, y compris celles relatives à la journée complémentaire,

STATUANT sur l'exécution du budget de l'exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

STATUANT sur la comptabilité des valeurs inactives,

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

DÉCLARE que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2021, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

DELIBERATION n° : 2022_06

Nature de la délibération : DECISIONS BUDGETAIRES

OBJET: Approbation du CA du budget communal**Le Conseil Municipal,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1612-1 et suivants ainsi que les articles L2311-1 et suivants,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-14, relatif à la désignation d'un président autre que le Maire pour présider au vote du compte administratif,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-31 relatif à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,

VU le compte de gestion de l'exercice 2021 dressé par le comptable,

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal a élu Monsieur Éric JUNIER, 3^{ème} adjoint comme président de séance pour le vote du compte administratif,

CONSIDÉRANT que Monsieur Frédéric LEPAN, Maire, s'est retiré pour le vote,

DÉLIBÉRANT sur le compte administratif de l'exercice 2021 dressé par l'ordonnateur, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité :

APROUVE le compte administratif de la commune pour l'année 2021, qui se présente comme suit :

COMPTE ADMINISTRATIF 2021		Dépenses	Recettes	
SECTION DE FONCTIONNEMENT	Résultats propres à l'exercice 2021	522 820.28€	522 551.18 €	
	Solde antérieur reporté	11 787.03		
	Report dissolution CCAS		11 187.27	
SECTION D'INVESTISSEMENT	Résultats propres à l'exercice 2021	333 282.63€	501 306.60€	
	Solde antérieur reporté		242 928.47€	
	Excédent ou déficit global			
	Restes à réaliser au 31.12.2021	182 000.00€		
				SOLDE
RESULTATS CUMULÉS	Fonctionnement	534 607.31 €	533 738.45€	- 868.86 €
	Investissement	515 282.63€	744 235.07€	228 952.44€
	TOTAL			228 083.58€

- **CONSTATE** les identités de valeur avec les indications du compte de gestion, relative au report nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fond de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et crédits portés, à titre budgétaire, aux différents comptes.

- **RECONNAIT** la sincérité des restes à réaliser et **ARRÊTE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus

DELIBERATION n° : 2022_07

Nature de la délibération : DECISIONS BUDGETAIRES

OBJET: Affectation du résultat

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses article L2311-5, R.2311-11 et R.2311-12 relatif à l'affectation du résultat de l'exercice,

VU l'instruction budgétaire et comptable M14,

VU le compte de gestion et le compte administratif pour l'année 2021,

CONSIDÉRANT le vote du compte administratif de l'exercice 2021 qui fait apparaître un déficit cumulé de 599.76€, et qui se décompose comme suit:

Section de fonctionnement:

● Dépenses:	522 820.28 €
● Recettes:	522 551.18 €
● déficit de fonctionnement:	11 787.03€
● Report dissolution CCAS:	11 187.27€
– Résultat à affecter:	= - 868.86 €

Section d'investissement:

– Dépenses:	333 282.63 €
– Recettes:	501 306.60 €
– Excédent d'investissement:	= 168 023.97 €
– Résultat d'investissement antérieur reporté:	242 928.47 €
– Excédent global d'investissement:	= 410 952.44 €

Restes à réaliser 2021: **dépenses 182 000.00€**

CONSIÉRANT les restes à réaliser au 31 décembre 2021,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés, décide:

- **D'AFFECTER** la somme de **- 868.86 €** au compte D002 du budget primitif 2022 et la somme de **410 952.44 €** au compte R001 du budget primitif 2021.

DELIBERATION n° : 2022_08

Nature de la délibération : FISCALITE

OBJET: Fiscalité locale directe: vote des taux 2022

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2331-1 et L.2331-11,

VU le Code Général des Impôts et notamment son article 1636 B sexies,

VU le projet du budget primitif 2021,

CONSIDÉRANT la nécessité de voter les taux des contributions directes locales : taxes foncières sur les propriétés bâties et taxes foncières sur les propriétés non bâties applicables aux bases d'imposition déterminées par les services fiscaux,

CONSIDÉRANT l'article 16 de la loi de finances pour 2020 qui reconduit le taux de taxe d'habitation d'office,

CONSIDÉRANT la nécessité d'équilibrer le budget de fonctionnement,

Il est proposé de voter les taux des contributions directes locales comme suit:

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents:

DECIDE de fixer ainsi les taux d'imposition applicables pour l'année 2021:

Taxe sur les Propriétés Bâties : 24.60 %

Taxe sur les Propriétés Non Bâties : 12.50 %

DELIBERATION n° : 2022_09

Nature de la délibération : DECISIONS BUDGETAIRES

OBJET: Vote du budget primitif 2022

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-1 et suivants,

VU le compte de gestion et le compte administratif votés précédemment,

CONSIDÉRANT que les communes ont jusqu'au 15 avril 2022 inclus pour le vote du budget,

AYANT entendu le rapport de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés:

APPROUVE dans son intégralité le budget primitif pour l'exercice 2022, qui se décompose comme suit:

Section de fonctionnement:

Dépenses: 536 019.00 €

Recettes: 536 019.00 €

Section d'investissement:

Dépenses: 716 095.00 €

Recettes: 716 095.00 €

DELIBERATION n° : 2022_10

Nature de la délibération : MARCHES PUBLICS

OBJET: Accessibilité mairie-secrétariat: avenant THIRION et SRK

Vu le budget primitif 2021 et notamment l'opération de rénovation de la mairie (accessibilité du secrétariat),

Vu la délibération n°2021-10 attribuant les marchés de travaux,

Considérant des travaux supplémentaires sur différents lots,

Considérant le rapport de présentation du maître d'œuvre

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE d'accepter les avenants suivants pour un montant HT total de + 445.55€ HT et d'inscrire cette somme au budget primitif 2022 de la commune.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les avenants pour un montant total + 445.55€ HT.

Lot 11 : Entreprise "SRK" + 150.00€ HT

Lot 6 et 7 : Entreprise "Thirion" + 295.55€ HT

DELIBERATION n° : 2022_11

Nature de la délibération : REGIME INDEMNITAIRE

OBJET: Mise en place du RIFSEEP

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment l'article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment les articles 87 et 88,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté du 27 août 2015 fixant les primes et indemnités cumulables avec le RIFSEEP,

Vu la circulaire ministérielle NOR : RDFS1427139C en date du 05/12/2014 relative aux modalités de mise en œuvre du R.I.F.S.E.E.P,

Vu l'avis du comité technique,

L'autorité territoriale propose à l'assemblée délibérante d'instaurer le RIFSEEP qui comprend 2 parts :

- **L'indemnité de fonctions, des sujétions et d'expertise (IFSE)** liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle,

- **Le complément indemnitaire annuel (CIA)** versé selon l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent.

Les bénéficiaires :

Le présent régime indemnitaire est attribué aux agents titulaires et stagiaires.

Les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP sont :

- Adjoints techniques territoriaux
- **Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles**
- Rédacteurs territoriaux

1. L'Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)

Répartition des postes :

L'IFSE est une indemnité liée au poste occupé par l'agent et à son expérience professionnelle. Chaque poste doit être réparti au sein de groupes de fonctions selon des critères professionnels suivants :

- Les fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- La technicité, l'expertise ou la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Les sujétions particulières ou le degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

L'autorité territoriale propose de fixer les groupes de fonctions et de retenir les montants maximum annuels suivants :

CATEGORIE B	3 groupes de fonctions (<i>sauf pour le grade d'assistant socio-éducatif où la circulaire recommande deux groupes</i>)	B1
		B2
		B3
CATEGORIE C	2 groupes de fonctions	C1
		C2

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants (dans la limite des plafonds applicable à l'Etat) :

	Groupes	Plafonds IFSE
B	REDACTEURS / EDUCATEURS DES APS / ANIMATEURS	
	B1	1 500.00€
C	ADJOINTS ADMINISTRATIFS / AGENTS SOCIAUX / ATSEM / OPERATEURS DES APS / ADJOINTS D'ANIMATION / ADJOINTS TECHNIQUES / AGENTS DE MAITRISE /	
	C1	1 500.00€
	C2	1 000.00€

1.1 Critères d'attribution individuelle :

Le montant individuel de l'IFSE s'effectuera en fonction des critères suivants :

- Le groupe de fonctions auquel appartient le poste occupé par l'agent
- L'expérience professionnelle acquise par l'agent déterminée par la comparaison du niveau de compétences atteint par l'agent au regard des compétences exigées pour le poste.

1.2 La pondération des critères d'attribution individuelle :

Une pondération de ces critères est fixée à hauteur de

- 70 % pour le critère relatif au niveau de fonction du poste occupé par l'agent.
- 30 % pour le critère relatif à l'expérience professionnelle de l'agent.

1.3 Evolution du montant :

Le montant de l'IFSE fait l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- au moins tous les 4 ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

1.4 Périodicité du versement : L'IFSE est versée en mai et novembre.

Modalités de versement : Le montant de l'IFSE est proratisé en fonction du temps de travail.

1.5 Les absences

En l'absence de textes réglementaires pour la Fonction Publique Territoriale le maintien du Régime indemnitaire, l'organe délibérant décide:

- Le maintien des primes et indemnités selon les mêmes règles d'abattement que la rémunération principale en cas d'indisponibilité (congrés annuels, maladie, grève, etc...).

Les primes et indemnités seront supprimées pour l'agent en congé de longue maladie ou de longue durée. Lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé accordé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé maladie ordinaire lui demeurent acquises.

•

1.6 Réexamen du montant : l'assemblée délibérante décide de suivre les précautions du groupe de travail placé auprès du CDG c'est-à-dire de procéder à un réexamen annuel du montant de l'IFSE dans

la mesure où le critère relatif à l'expérience professionnelle est lié au compte rendu d'entretien professionnel annuel.

1.7 Exclusivité : L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions.

1.8 Attribution : L'attribution individuelle est décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

2. Le complément indemnitaire annuel (CIA)

2.1 Critères de versement

Le CIA est versé en fonction :

- de la manière de servir
- de l'engagement professionnel de l'agent

Ces critères seront appréciés lors de l'entretien professionnel annuel.

2.2 La pondération des critères d'attribution individuelle

Une pondération de ces critères est fixée au maximum à hauteur de :

- 50 % pour le critère relatif à la manière de servir
- 50 % pour le critère relatif à l'engagement professionnel de l'agent

Le CIA sera ainsi déterminé en application de la grille d'évaluation suivante :

Critères	Non acquis ou non atteint	En cours d'acquisition ou de réalisation	Acquis ou atteint	Maîtrise totale ou objectifs dépassés
	25 %	50 %	75%	100%
MANIERE DE SERVIR Fiabilité et qualité du travail effectué				
ENGAGEMENT PROFESSIONNEL Implication dans le travail, adaptabilité...				

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants (dans la limite des plafonds applicables à l'Etat) :

	Groupes	Plafonds CIA
B	REDACTEURS / EDUCATEURS DES APS / ANIMATEURS	
	B1	180.00 €
CATEGORIE C	ADJOINTS ADMINISTRATIFS / AGENTS SOCIAUX / ATSEM / OPERATEURS DES APS / ADJOINTS D'ANIMATION / ADJOINTS TECHNIQUES	
	C1	150.00€
	C2	150.00€

Le montant maximal de ce complément indemnitaire ne devra pas excéder :

- 15 % du plafond global du R.I.F.S.E.E.P. pour les fonctionnaires de catégorie A,
- 12 % du plafond global du R.I.F.S.E.E.P. pour les fonctionnaires de catégorie B,
- 10 % du plafond global du R.I.F.S.E.E.P. pour les fonctionnaires de catégorie C.

2.3 Périodicité du versement : Le CIA est versé en mai et novembre.

2.4 Modalités de versement : Le montant du CIA est proratisé en fonction du temps de travail.

2.5 Les absences

En l'absence de textes réglementaires pour la Fonction Publique Territoriale le maintien du Régime indemnitaire, l'organe délibérant décide:

Le maintien des primes et indemnités selon les mêmes règles d'abattement que la rémunération principale en cas d'indisponibilité (congs annuels, maladie, grève, etc...).

Les primes et indemnités seront supprimées pour l'agent en congé de longue maladie ou de longue durée. Lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé accordé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé maladie ordinaire lui demeurent acquises.

2.6 Exclusivité : Le CIA est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir.

2.7 Attribution : L'attribution individuelle est décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

Après avoir délibéré, le Conseil décide :

- d'instaurer l'IFSE et le CIA dans les conditions indiquées ci-dessus
- de prévoir les crédits correspondants au budget

les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/01/2022

DELIBERATION n° : 2022_12

Nature de la délibération : ENVIRONNEMENT

OBJET: Epandage des boues de déchèteries du Grand Reims

Vu l'avis d'enquête publique relatif à la demande d'autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau et nouveau plan d'épandage des boues de la station d'épuration de Reims,

Considérant que la commune de Prunay est concernée par le nouveau plan d'épandage,

Le conseil municipal, à l'unanimité, donne un avis favorable au nouveau plan d'épandage proposé par la communauté urbaine du Grand Reims.

DELIBERATION n° : 2022_13

Nature de la délibération : DOCUMENTS D'URBANISME

OBJET: erreur matérielle sur le document cartographique

Vu le PLU de la commune de Prunay approuvé le 13 février 2020,

Vu le règlement écrit du PLU de la zone UX qui fait état dans l'article UX.2.1.1 que toute construction doit être implantée à une distance d'au moins 25m des limites d'emprise de la RD 944 et la RD 931,

Vu le document cartographique des zones qui fait état d'un recul de 75m,

Considérant l'étude d'entrée de ville réalisée qui permet de déroger à l'article L 111-6 du code de l'urbanisme,

Considérant que le règlement écrit du PLU prime sur le document cartographique des zones,

Considérant qu'il s'agit d'une erreur matérielle sur le document cartographique des zones,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, sollicite la Communauté Urbaine du Grand Reims de réaliser une modification simplifier du PLU pour corriger cette erreur matérielle.

Commune de Prunay
SEANCE DU 25/03/2022

LISTE DES DELIBERATIONS DE LA SEANCE DU 25/03/2022

Numéro d'ordre : 1

Numéro de la délibération : 2022_05

Objet de la délibération : Approbation du compte de gestion du budget communal

Nature de la délibération : DECISIONS BUDGETAIRES

Numéro d'ordre : 2

Numéro de la délibération : 2022_06

Objet de la délibération : Approbation du CA du budget communal

Nature de la délibération : DECISIONS BUDGETAIRES

Numéro d'ordre : 3

Numéro de la délibération : 2022_07

Objet de la délibération : Affectation du résultat

Nature de la délibération : DECISIONS BUDGETAIRES

Numéro d'ordre : 4

Numéro de la délibération : 2022_08

Objet de la délibération : Fiscalité locale directe: vote des taux 2022

Nature de la délibération : FISCALITE

Numéro d'ordre : 5

Numéro de la délibération : 2022_09

Objet de la délibération : Vote du budget primitif 2022

Nature de la délibération : DECISIONS BUDGETAIRES

Numéro d'ordre : 6

Numéro de la délibération : 2022_10

Objet de la délibération : Accessibilité mairie-secrétariat: avenant THIRION et SRK

Nature de la délibération : MARCHES PUBLICS

Numéro d'ordre : 7

Numéro de la délibération : 2022_11

Objet de la délibération : Mise en place du RIFSEEP

Nature de la délibération : REGIME INDEMNITAIRE

Numéro d'ordre : 8

Numéro de la délibération : 2022_12

Objet de la délibération : Epanchage des boues de déchèteries du Grand Reims

Nature de la délibération : ENVIRONNEMENT

Numéro d'ordre : 9

Numéro de la délibération : 2022_13

Objet de la délibération : erreur matérielle sur le document cartographique

Nature de la délibération : DOCUMENTS D'URBANISME

Commune de Prunay
SEANCE DU 25/03/2022

LISTE D'EMARGEMENT DE LA SEANCE DU 25/03/2022

M. LEPAN Frédéric, Maire,	Présent
<hr/>	
M. BASTIEN Jean-Claude, Conseiller municipal,	Présent
<hr/>	
M. BINETRUY Thierry, Conseiller municipal,	Excusé
<hr/>	
M. HANRIOT Francis, Conseiller municipal,	Présent
<hr/>	
M. MOREAUX Mathieu, Conseiller municipal,	Excusé
<hr/>	
M. MOUCHEL Florian, Conseiller municipal,	Présent
<hr/>	
Mme BERNIER Jocelyne, Conseillère municipale,	Excusé
<hr/>	
Mme DARTHOIS Sylviane, Conseillère municipale,	Présent
<hr/>	
Mme DROUIN Flavie, Conseillère municipale,	Excusé
<hr/>	
Mme MOREAUX Sabine, Conseillère municipale,	Présent
<hr/>	
Mme SAUTRET Christiane, Conseillère municipale,	Présent
<hr/>	
Mme SARTOR Laurence, 1ère Adjointe au Maire,	Excusé
<hr/>	
M. JUNIER Éric, 2ème Adjoint au Maire,	Présent
<hr/>	
Mme FRANSQUIN Laurence, 3ème Adjointe au Maire,	Excusé
<hr/>	
M. MARTINELLO Jean-François, 4ème Adjoint au Maire,	Présent
<hr/>	